



Poitou-Charentes
Initiatives Pour une Agriculture
Citoyenne et Territoriale

Rapport annuel d'activité **2012**



Document financé avec le concours financier
de la Région Poitou-Charentes



som/maire

1 Éditorial

2 Le Réseau InPACT : un projet partagé



6 Informer, sensibiliser et former les agriculteurs, les acteurs du territoire, les décideurs et les citoyens

12 Accompagner l'installation en agriculture, la diversification et la création d'activité en milieu rural



20 Favoriser l'évolution des pratiques vers des systèmes de production autonomes, économes, biologiques et paysans

30 Impulser la relocalisation des activités de transformation et de commercialisation.



36 Les orientations stratégiques pluri-annuelles du réseau InPACT!

37 Les Partenaires

EDITORIAL

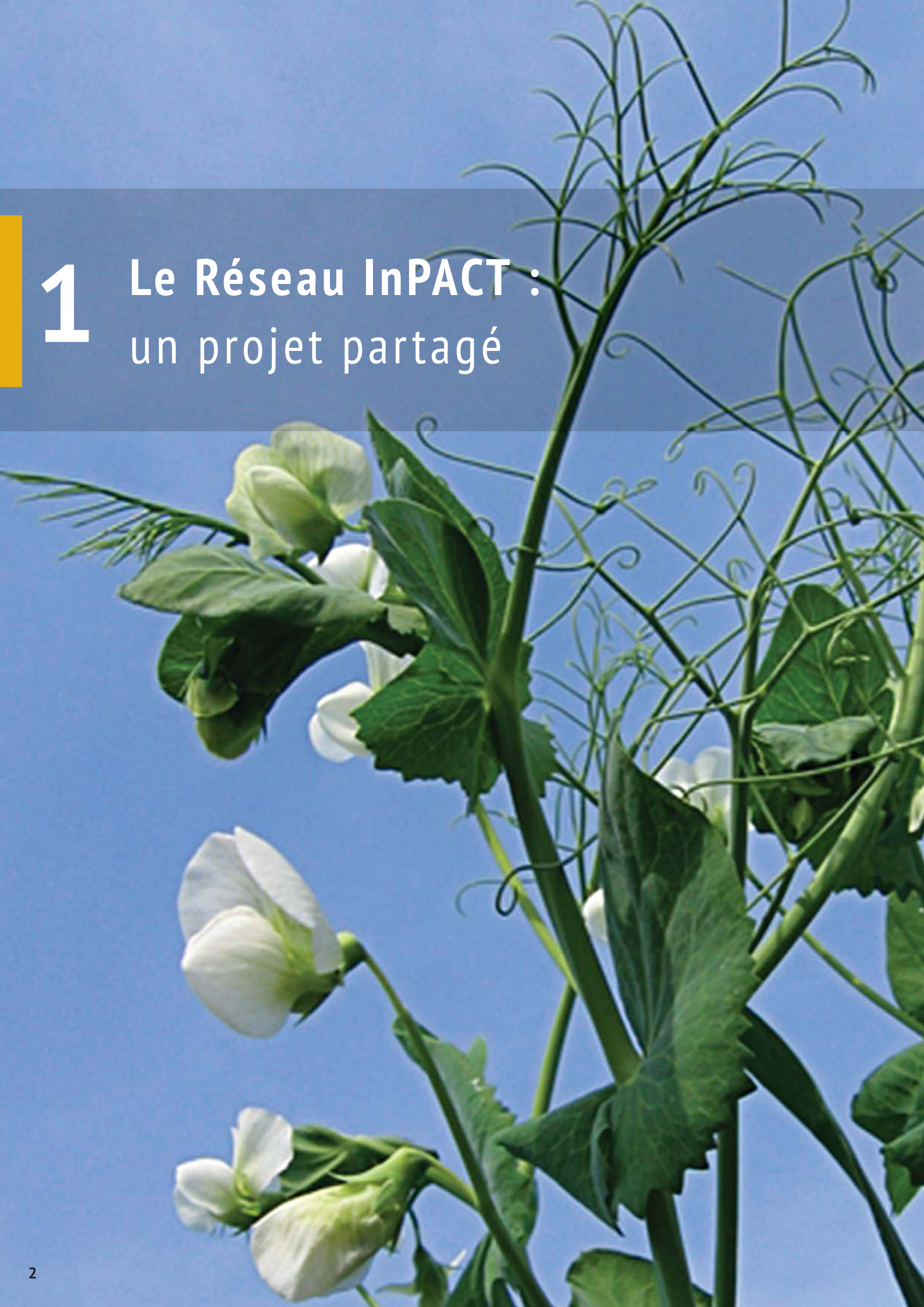
L'agriculture durable, une chance pour l'emploi et les territoires !

Dès les années 70, soumis à la dérégulation des marchés, le secteur agricole a commencé à détruire ses emplois. Petit à petit, la recherche de gains de productivité a provoqué une concentration et un agrandissement des exploitations engendrant une diminution considérable du nombre d'exploitations et d'actifs agricoles (entre 2000 et 2010, la Région Poitou-Charentes a perdu 28 % de ses exploitations et 30% de ses actifs agricoles). Aujourd'hui, le niveau de capital nécessaire à la reprise d'une exploitation est souvent prohibitif et les exploitants, comptant consolider leur retraite par la cession de leur ferme, sont de plus en plus nombreux et ont des difficultés à trouver un repreneur. Dans le même temps, de nombreux candidats à l'installation n'arrivent pas à concrétiser leur projet (faute de financements, de foncier, d'intégration dans le milieu agricole...)

On ne créera pas d'emploi en agriculture sans prix rémunérateurs ! Toutefois il existe déjà des modèles agricoles viables créateurs d'emplois et répondant aux attentes des territoires et de la société (produits locaux de qualité, respect de l'environnement...). Cela passe par le développement d'une agriculture autonome et paysanne, la production biologique, la relocalisation des activités de transformation et de commercialisation. La valeur ajoutée issue d'une activité agricole durable et de proximité devient une activité non-délocalisable. Au-delà de l'aspect économique, elle participe à créer du lien social et maintenir des campagnes vivantes, à entretenir des paysages et de fait à consolider l'identité de chaque territoire. Les collectivités locales l'ont bien compris, elles investissent petit à petit le champ du développement agricole.

Dans ce contexte, les structures membres du réseau InPACT ont pour ambition de favoriser cette création d'emploi en agriculture en travaillant, entre autre, sur l'accès au foncier, la transmission des exploitations, le soutien aux agriculteurs en difficulté, l'accueil des nouveaux paysans et des créateurs d'activité, la recherche de solutions face à l'évolution du métier d'agriculteur vécu de moins en moins comme un métier de carrière... Les modèles agricoles durables impliquent, de fait, un temps de travail supplémentaire. Afin de libérer les paysans de certaines contraintes, le salariat ou l'embauche collective à travers des groupements d'employeurs, par exemple, font partie des solutions à approfondir. Cela permet aussi de répondre aux besoins de futurs paysans d'acquérir une expérience préalable à l'installation. L'accompagnement de collectivités à la création d'espace test agricoles sur leur territoire est une autre forme innovante pour favoriser l'emploi agricole.

C'est là toute la pertinence du réseau InPACT : aller au-delà des idées préconçues, expérimenter, innover, mettre en commun et prouver que d'autres choix sont possibles pour tendre vers une agriculture d'intérêt général !



1 Le Réseau InPACT : un projet partagé

Le réseau InPACT

Les associations partageant et militant pour les valeurs de l'agriculture durable et de l'éducation populaire ont choisi, grâce au soutien de la Région Poitou-Charentes, depuis 2005, de se structurer en réseau pour coordonner leurs projets, créer des synergies et démultiplier leur force d'action. Chaque structure du réseau dispose d'une approche spécifique et bénéficie de compétences complémentaires aux autres.

L'association InPACT a pour mission d'animer le réseau régional et de développer la communication autour du projet partagé par ses membres.



Des valeurs et des objectifs communs

UNE AGRICULTURE RESPECTUEUSE DES ÉQUILIBRES NATURELS

Nous défendons une agriculture capable de préserver des écosystèmes sains, une eau non polluée, des sols fertiles et des paysages variés.

UNE AGRICULTURE LIÉE AUX ENJEUX DE SOCIÉTÉ

Nous voulons replacer l'agriculture au cœur du projet de société, produire une alimentation saine et de qualité, favoriser les liens sociaux, l'entraide et la solidarité.

UNE AGRICULTURE CRÉATRICE D'EMPLOI

Nous soutenons des modèles agricoles viables, créateurs d'emplois, permettant à des paysans de vivre de leur métier et d'être autonomes dans la conduite de leur exploitation.

UNE AGRICULTURE TERRITORIALE

Nous souhaitons participer au dynamisme et au développement local des territoires avec les citoyens et les élus.

Notre projet partagé



INFORMER, SENSIBILISER et FORMER les agriculteurs, les acteurs du territoire, les décideurs et les citoyens ;



ACCOMPAGNER l'installation en agriculture, la diversification et la création d'activité en milieu rural ;



FAVORISER L'ÉVOLUTION DES PRATIQUES vers des systèmes de production autonomes, économes, biologiques et paysans ;



IMPULSER LA RELOCALISATION des activités de transformation et de commercialisation.

L'équipe

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION D'INPACT POITOU-CHARENTES EN 2012

Le conseil d'administration est composé d'un titulaire et d'au moins un suppléant issu du conseil d'administration de chaque structure adhérente.

Claude SOURIAU, Président
(Cultivons la Bio-Diversité)

Eric BAUDRON, trésorier
(ACCEA+)

Philippe COUTANT, secrétaire
(ARDEAR)

Philippe ALAMOME, membre
(FR CIVAM)

Bernard BILLY (Solidarité Paysans)
Serge BOUTEILLE (Accueil Paysan)
Dominique BRUNET (Agrobio PC)
Laurence CANTEAU (ACCEA+)
Joel DAVID (FR CIVAM)
Etienne GAUTREAU (Terre de Liens PC)
Marie GAZEAU (Terre de Liens PC)
Franz JENOT (AFIPAR)
Martine LACROIX (AFIPAR)
Yann LIAIGRE (Agrobio PC)
Michel ROUX (ARDEAR)
Jean VRIGNAULT (Solidarité Paysans)

LES BÉNÉVOLES ET SALARIÉS DU RÉSEAU INPACT

Environ 200 responsables bénévoles s'investissent au quotidien au sein des conseils d'administration des structures membres du réseau InPACT pour construire des modèles agricoles et ruraux cohérents, viables, écologiques et solidaires. Ils défendent ce projet au sein des institutions et des commissions de travail auxquelles nous sommes associés.

Une soixantaine d'animateurs-techniciens ou chargés de mission accompagnent des projets collectifs et individuels, organisent des actions de sensibilisation et de formation à destination des agriculteurs, des porteurs de projet et des décideurs.

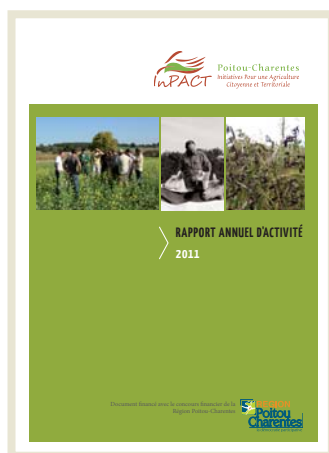




2 Informer, sensibiliser et former les agriculteurs, les acteurs du territoire, les décideurs et les citoyens

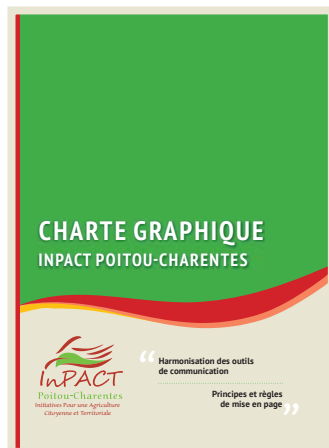
Faire connaître les positions et les actions du réseau InPACT

Faire connaître les positions et valoriser les actions du réseau InPACT, c'est permettre au réseau d'acquiescer une plus grande visibilité auprès des agriculteurs mais aussi des décideurs publics, de l'ensemble de ses partenaires techniques et financiers et des citoyens. L'arrivée d'une chargée de communication au sein de l'association InPACT en 2012 a permis de renforcer cet objectif d'information et de sensibilisation.



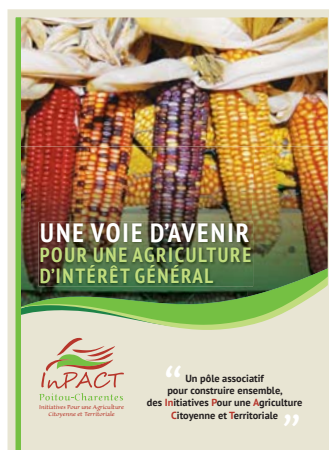
LE RAPPORT D'ACTIVITÉ COMMUNIQUANT

Fin octobre, l'association InPACT a publié le rapport d'activité retraçant une partie des actions menées par les membres du réseau sur l'année 2011. Ce rapport a pour objectif d'améliorer la visibilité du réseau et la lisibilité de ses champs d'actions et compétences. Il est diffusé à plus de 400 exemplaires auprès de nos financeurs, des élus des collectivités de la région, des adhérents des structures du réseau, des responsables administratifs des services des collectivités et de l'état, de nos partenaires associatifs et auprès de tous les lycées et Maisons Familiales Rurales de la région.



LA CHARTE GRAPHIQUE

Fin 2012, InPACT a demandé à Sémaphore-Oxalis de construire la charte graphique de l'association InPACT. Cette charte a pour objectif de créer une identité graphique et de décliner de manière cohérente tous les futurs supports de communication du réseau InPACT. Elle devra participer à augmenter la visibilité du réseau.



NOUVELLE PLAQUETTE DE PRÉSENTATION DU RÉSEAU

Support de communication synthétique, la nouvelle plaque du réseau InPACT décrit nos valeurs et nos objectifs, notre projet partagé et le cœur de métier de chaque structure adhérente du réseau.

Contact :
Émilie MORIN (INPACT PC)

Chiffres clés :

- 15731 visites sur le site Internet www.inpactpc.org
- 1 rapport d'activité diffusé à 400 exemplaires
- 1 charte graphique
- 1 nouvelle plaque de présentation du réseau

Sensibiliser et agir pour une meilleure gestion de l'eau

LE RÉSEAU INPACT MILITE POUR UNE GESTION COLLECTIVE, ÉQUITABLE ET TRANSPARENTE DE LA RESSOURCE.

À l'occasion du lancement de la campagne d'irrigation 2013, le réseau InPACT a souhaité faire connaître largement sa position sur la gestion quantitative de l'eau et les projets de réserves de substitution faisant florès dans la région.

REPENSER LES MODÈLES AGRICOLES DANS UN CONTEXTE DE RARETÉ DE LA RESSOURCE

Une grande partie du territoire régional est classée en Zones de Répartition de Eaux (ZRE) dans lesquelles sont constatées une insuffisance de la ressource en eau face aux besoins. Face à ce constat, le réseau InPACT réaffirme la nécessité de soutenir les pratiques agricoles permettant de diminuer l'usage agricole de l'eau et de reconquérir la quantité et la qualité de nos eaux souterraines et de rivières.

Les membres du réseau InPACT soutiennent et accompagnent des pratiques agronomiques favorisant la capacité de rétention de l'eau dans le sol (taux de matières organiques élevés, couverts végétaux, aides au maintien des haies et des zones humides ...), le choix des espèces et des variétés adaptées à la région, la rotation des cultures, les systèmes herbagers et le développement de l'agroforesterie. Ces pratiques doivent être généralisées et soutenues par nos politiques publiques et notamment par la PAC.

Au-delà des déséquilibres sur des écosystèmes générés par la construction de réserves de substitution, la généralisation de ces ouvrages constituent une solution plus coûteuse que la mise en œuvre d'instruments incitatifs comme les mesures agro-environnementales ou les aides au désinvestissement ¹.

¹ Cahier Agricole, « Faut-il subventionner la création de réserves d'eau pour l'irrigation ? », Vol. 20, n°1-2.

POUR UNE IRRIGATION EFFICACE, TRANSPARENTE ET ÉQUITABLE.

L'irrigation, lorsqu'elle est nécessaire, doit être utilisée pour des usages prioritaires : production de biens alimentaires (légumes, arboriculture...), alimentation des élevages et pour atteindre les objectifs du plan protéique européen (soja, féverole).

La création d'une retenue de substitution ne doit être possible que si toutes les alternatives de minimisation de l'usage de l'eau ont été mises en œuvre avant et que les impacts écologiques, socio-économiques et financiers sont évalués finement en concertation avec tous les acteurs. Leur création et leur gestion doivent être multi partenariales (citoyens, écologistes, agriculteurs, élus...). Elles doivent être financées à 100% par des fonds publics, accessibles à tous les agriculteurs (avec une limite du volume par unité de travail et sous conditions d'utilisation) et réquisitionnables pour des besoins d'intérêt général.



Accompagner les acteurs du territoire vers la reconquête de la qualité de l'eau



LE PRÉ-DIAGNOSTIC : UN OUTIL DE SENSIBILISATION INDIVIDUEL DES AGRICULTEURS CONVENTIONNELS À L'INTÉRÊT DE LA BIO.

L'agriculture biologique est désormais connue des agriculteurs sans qu'ils en maîtrisent nécessairement ses techniques et son contexte (marché, prix de vente). Ils reconnaissent que ce type de production est viable mais n'ont pas pour autant envie de s'y intéresser.

Le pré-diagnostic est un outil pour une première prise de contact avec l'agriculture bio. Il est mis en place sur les zones à enjeux eau potable ou l'agriculture bio est la solution la plus durable et efficace pour répondre aux enjeux de préservation de la qualité de la ressource. Il vient en complément des animations collectives qui ne permettent pas de toucher tous les agriculteurs tant les freins psychologiques sont encore forts vis à vis de l'agriculture bio. L'entretien individuel permet de lever les peurs du « qu'en dira-t-on ? » de la part du voisinage qui sont encore dominantes.



L'entretien se déroule en plusieurs parties:

- Connaître le fonctionnement de l'exploitation afin d'identifier les atouts et contraintes au regard du cahier des charges de l'agriculture bio et de ses possibilités techniques et économiques.
- Présentation du contexte de l'agriculture biologique (filière, prix, techniques culturales, rotations,...)
- Présentation et proposition des outils mis à leurs dispositions sur les BAC qui sont le diagnostic de conversion et la simulation technico-économique.
- Proposition d'envoi d'invitation aux différentes journées techniques et journées d'informations.

Avec le concours financier de :

Agences de l'eau Adour-Garonne et Loire Bretagne, Région Poitou-Charentes via le Programme Re-Sources.

Contact :

Jérôme TRUTEAU (Agrobio PC)

Chiffres clés :

- 40 pré-diagnostic réalisés sur 6 bassins
- 9 simulations technico-économiques

Construire des partenariats avec les acteurs de l'eau



La FR CIVAM appuie l'émergence de projets concertés entre les groupes CIVAM et les acteurs de l'eau (syndicats, agence de l'eau...). Elle est présente au sein du SAGE de Clain (Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau). Cet outil réglementaire mis en place à l'échelle d'un bassin versant est un lieu stratégique pour définir, à partir d'un état des lieux, les objectifs en termes d'amélioration de la ressource en eau dans les 5 à 10 ans à venir ainsi que les moyens à mettre en œuvre.

Avec le concours financier de :

Région Poitou-Charentes, Agence de l'eau Adour Garonne.

Les groupes CIVAM participent à l'animation et développent les partenariats sur les territoires à fort enjeu eau (périmètre de captage en eau potable) sur le bassin de la Courance, à La Jallière et sur les 10 Aires d'Alimentation et Captage de la Charente. En Vienne, le groupe CIVAM participe à l'élaboration du contrat territorial de la Vienne aval.

Contact :

Virginie VENOT-BONNET (FR CIVAM)

EXEMPLE DE LA DYNAMIQUE SUR LE BAC DU MOULIN NEUF À ST-FRAIGNE (16)

Le BAC du Moulin alimente la source du même nom, captée pour son eau potable. Sa qualité s'est fortement dégradée dans les années 1980 amenant ce territoire à s'engager dans le programme Re-Source de reconquête de la qualité de l'eau. Pour répondre à ce besoin le Syndicat d'eau potable de St-Fraigne s'est associé au CIVAM Ruffécois qui menait déjà une réflexion sur le sol et l'adaptation des itinéraires techniques aux conditions spécifiques de chaque terroir. Ensemble les deux structures ont mis en place le projet SOL. Ce projet a pour but d'acquérir des connaissances sur le sol, son fonctionnement et ses réactions en fonction des assolements et itinéraires techniques. Son objectif principal est la diminution des teneurs en nitrates et phytosanitaires sur la zone du captage. Démarré en 2010 et se déroulant sur une période de 3 ans, ce projet est porté par un groupe de 8 agriculteurs du bassin. Ce groupe volontaires conçoit et expérimente des systèmes de cultures puis fait part de ses observations à l'ensemble des exploitants du BAC afin de transférer les connaissances acquises et faire évoluer les pratiques des autres agriculteurs du périmètre.

Avec le concours financier de :

Conseil Général Charente, Agence de l'eau Adour Garonne

Contact :

Mathieu MALLET (CIVAM)



Le Bassin d'Alimentation de Captage de Moulin Neuf : territoire sur lequel toute goutte de pluie qui tombe au sol et s'écoule, alimente la source de Moulin Neuf.

Chiffres clés :

- 25 diagnostics d'exploitation réalisés
- Lancement du projet SOL en partenariat avec 8 agriculteurs pendant 3 ans
- 2 portes ouvertes sur les fermes du secteur
- 3 journées de rencontres techniques ou d'information



3 Accompagner l'installation en agriculture, la diversification et la création d'activité en milieu rural





L'espace test agricole : un outil au service de l'installation

L'expérience des membres du réseau InPACT dans l'accompagnement de porteurs de projets à l'installation en agriculture et à la vente directe les ont amenés à faire les constats suivants :

- d'un côté des porteurs de projets souhaitent s'installer en agriculture mais manquent d'expérience agricole, ne disposent pas du foncier ou ont besoin de temps pour mûrir leur projet.
- de l'autre, des structures comme les collectivités territoriales souhaitent faciliter l'installation en agriculture sur leur territoire afin de créer de l'emploi, développer les circuits courts de commercialisation, proposer des produits de qualité à leurs concitoyens.

Le dispositif espace test agricole consiste à développer une activité agricole de manière responsable et autonome, en grandeur réelle, sur une durée limitée, et dans un cadre qui réduit la prise de risque. Le test d'activité met à disposition un cadre légal d'exercice du test, des moyens de production, un dispositif d'accompagnement et un réseau de partenaires.

Les membres du réseau InPACT ont pour objectif d'accompagner les initiateurs d'espace test en les conseillant sur les moyens et les engagements nécessaires à la réussite d'un tel projet. Le rôle du réseau InPACT dans cet accompagnement se veut pragmatique et réaliste :

- **Une étude territoriale** pour analyser les besoins de toutes les parties prenantes ;
- **La construction d'un projet partagé à l'échelle du territoire et la mise en réseau** des acteurs pour structurer le portage du projet, le mode de pilotage, les objectifs, les délais et les moyens...
- **Le suivi dans la phase de mise en œuvre** pour repérer et accompagner les porteurs de projet sur le test au métier d'entrepreneur et d'agriculteur.

Avec le concours financier de :

Fond Social Européen, Région Poitou-Charentes.

 **Contacts :**

Céline DALLET (*Animatrice AFIPAR*)

Philippe PARADOT (*Coordinateur ARDEAR*)

ACCOMPAGNEMENT DU RÉSEAU INPACT À LA CRÉATION DE L'ESPACE TEST DE MALAGUET À POITIERS : UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE, RICHE D'ENSEIGNEMENTS.

À moins de 10 kilomètres du cœur de la ville, la mairie de Poitiers disposant de foncier a souhaité s'engager dans un projet d'agriculture périurbaine. Pour mener ce projet, elle a fait appel aux structures du réseau InPACT. L'ARDEAR et l'AFIPAR ont repéré et accompagné les porteurs de projet candidats à l'installation. Vienne Agrobio a assuré l'expertise technico-économique de projet d'installation. Enfin, l'AFIPAR en partenariat avec la coopérative d'activité La Ruche-Oxalis se sont réunis afin de déterminer les conditions et modalités de mise en œuvre de la parcelle Espace Test. Les objectifs visés : bien cerner les missions de chaque acteur, les définir, les mesurer et établir avec l'ensemble des partenaires un conventionnement solide et efficace. Fin 2012, 3 personnes, en maraîchage et plantes médicinales sont installées sur le site de Malaguet.

Assurer la transmission des fermes



LES CAFÉS TRANSMISSION

Même si la transmission familiale reste importante, elle tend à se réduire. Un cinquième des chefs d'exploitations et co-exploitants avaient plus de 60 ans en 2010 en France et de plus en plus de cédants agricoles sont sans repreneur.

Dans ce contexte, l'ARDEAR a saisi l'importance de créer de nouveaux espaces de rencontres et de dialogue entre des futurs paysans et des cédants. L'objectif est de donner à ces derniers l'envie de travailler sur leur projet de transmission et favoriser la reprise de leur exploitation en installant de nouveaux paysans. En septembre 2012, l'ARDEAR a proposé au cours d'une semaine, une série de « **Cafés Transmission** » dans chaque département de la région. Les échanges entre le conseiller d'Accéa+ (centre de gestion), les futurs paysans en recherche de foncier et les paysans ayant réalisé la cession de leurs exploitations ont permis d'évoquer l'ensemble des aspects de la transmission (aspects financiers, économiques, humains et sociaux).

Ces temps de rencontres ont ainsi rassemblé 20 futurs cédants et démontré toute la pertinence d'une telle formule qui permet d'accueillir des paysans, dont les projets de transmission ne sont pas particulièrement aboutis mais qui souhaitent y réfléchir dans un cadre convivial avec les retours d'expériences d'autres paysans. Au-delà de ces rencontres collectives, l'ARDEAR propose un accompagnement individuel pour aider les futurs retraités à cheminer dans leur projet de transmission.



Avec le concours financier de :
Région Poitou-Charentes, FICIA.

 **Contact :**
Philippe PARADOT (Coordinateur ARDEAR)

-  **Chiffres clés :**
- 4 cafés transmissions qui ont rassemblé 20 futurs cédants.
 - 8 petits déjeuners à l'installation
 - 6 cédants accompagnés individuellement
 - 60 futurs paysans accompagnés dans leur projet d'installation

TRANSMISSION DES EXPLOITATIONS BIO : IDENTIFICATION DU PROFIL DES FUTURS CÉDANTS



Le préalable à cette étude a été d'identifier les potentiels futurs cédants (dans les 5 à 10 ans à venir) : 150 exploitations bio de la région ont des enjeux de transmission à court terme, soit 19% des fermes bio de la région. Ce taux est le plus élevé en Charente-Maritime, où 26% des producteurs bio ont plus de 55 ans. Une typologie de ces exploitations a été réalisée, afin de mieux évaluer les différents enjeux et problématiques à venir : 50% des exploitations repérées sont sous statut individuel. Les productions concernées sont très diverses, avec une activité « vente directe » bien souvent présente. Reste à imaginer les itinéraires de transmission adaptés : on estime qu'1/3 de ces exploitations se maintiendront dans un cadre familial ; et que pour les 2/3 restants, sans successeur identifié à ce jour, un fort travail d'anticipation sera nécessaire pour éviter le « gâchis » du retour en conventionnel. Ce travail a été mené par les animateurs des Groupements d'Agriculture Biologique en partenariat avec les conseillers des Répertoires Départ Installation (RDI) de la région.

Acquérir du foncier agricole pour installer des agriculteurs



TERRE DE LIENS POITOU-CHARENTES : UN MOUVEMENT CITOYEN

Le projet de Terre de Liens est ancré dans la prise de conscience citoyenne, et la libération des terres agricoles repose sur l'implication du plus grand nombre. Par leur mobilisation bénévole, leur épargne et leurs dons, **les citoyens sont au cœur de la démarche de Terre de Liens** : acquérir des fermes pour sortir définitivement les terres du circuit spéculatif et les préserver. Mais au-delà, chaque nouvelle personne informée devient un acteur capable de générer une prise de conscience dans son entourage.

Les enjeux qui entourent les terres agricoles ne sont pas des débats d'experts mais des sujets de société qui sont au cœur de nos vies quotidiennes et que les citoyens peuvent s'approprier.

Terre de Liens rend l'information accessible et la mobilisation possible partout à travers le territoire. À cet effet, différentes manifestations sont organisées (débat, portes ouvertes sur les fermes Terre de Liens, stands sur les événements locaux, etc.) pour permettre à la population de comprendre, de s'intéresser et d'engager un changement concret pour l'avenir de nos terres. Chaque citoyen peut alors s'engager sur ces questions en toute convivialité, à partir de ses envies, de ses disponibilités ou de ses compétences : s'impliquer dans la vie de l'association, accompagner des projets, s'engager dans un groupe local, soutenir financièrement les acquisitions....

Terre de Liens souhaite favoriser une implication forte de la société civile, en réinventant de nouvelles formes de gouvernance territoriale basées sur la responsabilité et la collecte d'épargne solidaire. Cela implique le rapprochement et la naissance de solidarités entre les différents acteurs qui composent ce territoire : producteur/consommateur, ruraux/urbain, milieux socio-professionnels.... **Terre de Liens participe ainsi à recréer une responsabilité individuelle et collective pour la préservation du bien commun que représente la terre.**

Avec le concours financier de :

Région Poitou-Charentes, Fondation Léa Nature.



Contact :

Pierre-Marie MOREAU (Terre de Liens PC)



TERRE DE LIENS POITOU-CHARENTES ORGANISE SA 1^{re} JOURNÉE RÉGIONALE.

Le 1^{er} décembre 2012, l'association a rassemblé une soixantaine de participants lors de sa journée régionale. Cette journée permis de réunir les différents acteurs de Terre de Liens (adhérents, souscripteurs, fermiers... et les partenaires de l'association) pour poursuivre le travail de réflexion et de co-construction du projet stratégique régional de l'association.

Chiffres clés :

- 5 acquisitions réalisées pour 9 agriculteurs et près de 45ha
- 72 adhérents en 2012 à l'association régionale
- 51 donateurs au Fond
- Près de 300 souscripteurs à la Foncière dont 10 personnes morales
- 5 groupes locaux représentant une cinquantaine de personnes impliquées localement dans l'accompagnement de projet soit **plus de 400 personnes mobilisées sur la région.**

Créer des synergies entre agriculture et tourisme



RASSEMBLER DES PAYSANS ET DES ACTEURS RURAUX

Accueil paysan est constitué de paysans et d'acteurs ruraux. Ces paysans se sont engagés dans un mode de production privilégiant la qualité, maîtrisant leurs investissements et leurs prix, sachant valoriser leurs produits. Les acteurs ruraux de leur côté apportent une richesse supplémentaire. Ils se veulent garant et responsables d'un patrimoine dont ils ont hérité et qu'ils légueront sans l'avoir épuisé ni altéré.

Tous ont le souci de proposer à leurs hôtes une alimentation saine, en opposition aux OGM et pesticides, respectueuse du vivant, basée sur les produits de la ferme. Pour eux, l'accueil se base sur la qualité des relations humaines et la volonté de créer du lien social à travers un rôle éducatif et pédagogique.

Avec le soutien financier de :

Région Poitou-Charentes, FEADER, FDVA.

 **Contact :**

Alexandra SOM (*Accueil Paysan PC*)

 **Accueil Paysan en chiffres :**

- 64 structures adhérentes représentant 107 personnes
- 25 visites de labellisation effectuées
- 4 journées de formation et d'information à destination des adhérents





Entretien avec Sophie SURY



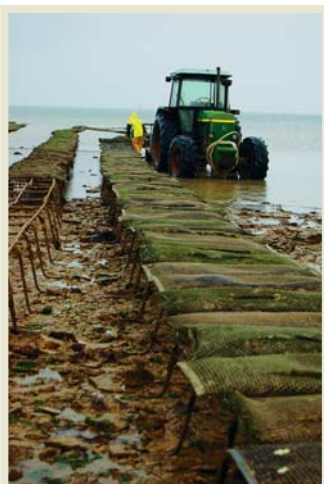
Installés depuis 1996 sur une exploitation ostréicole, Sophie et Jacky Sury font partie des rares ostréiculteurs de l'île de Ré produisant des « huîtres naturelles nées en mer ». Depuis 2012, ils se sont lancés dans une activité de restauration sur leur exploitation et viennent d'obtenir le label « auberge paysanne de la mer » délivré par Accueil Paysan Poitou-Charentes.

Quels choix avez-vous fait sur votre exploitation ?

Par conviction, nous avons souhaité maintenir une petite exploitation (environ 2 ha de parcs ostréicoles). Cela nous permet de continuer à travailler de manière traditionnelle et d'être autonomes dans notre activité, de la récolte des naissains jusqu'à la commercialisation de nos huîtres. Nous travaillons avec des huîtres naturelles (des diploïdes) qui se reproduisent en mer. Nous récoltons les naissains sur des zones de captage du côté sud de l'île afin de renouveler notre cheptel.

Qu'est-ce qui vous a poussé à démarrer une activité de restauration ?

C'était d'abord une nécessité économique, l'auberge nous permet de mieux valoriser notre production. En vente directe, pour pouvoir dégager un salaire suffisant pour la famille, il nous fallait produire au minimum 10 à 15 tonnes, ce que nous n'étions plus en mesure de faire avec la crise liée à la mortalité des naissains. L'implantation de notre lieu de travail s'y prêtait tout à fait, un site magnifique en bordure de piste cyclable sur l'île de Ré : c'est l'autoroute des touristes ! Enfin, nous étions motivés à l'idée de cuisiner et de partager dans un endroit convivial nos produits. Aujourd'hui, en pleine saison, nous recrutons à l'auberge 3 personnes pour la restauration et le service.



Vous êtes la première exploitation à être labellisée « Auberge paysanne de la mer » par Accueil Paysan, que vous apporte ce label ?

C'est toujours extrêmement enrichissant de travailler en réseau, d'échanger sur nos pratiques avec d'autres producteurs. Nous sommes conscients d'être privilégiés par la situation géographique de notre exploitation et nous avons intégré l'association aussi par solidarité avec les producteurs du réseau Accueil Paysan, pour les faire bénéficier de la visibilité dont nous disposons.

Quels messages faites-vous passer auprès des clients de l'auberge ?

Nous essayons d'être pédagogiques et d'expliquer la logique de notre système de production. Les gens sont en général très intéressés de comprendre comment nous travaillons. Je leur explique que les systèmes de production « paysans » sont un gage supplémentaire de respect du client et de son environnement. J'essaie de leur faire prendre conscience de l'importance de leur choix de consommation ; je les encourage à poser des questions aux vendeurs des magasins ou des marchés qu'ils fréquentent... Les choses évoluent petit à petit !

Soutenir les agriculteurs en difficulté



SOLIDARITÉ PAYSANS ACCOMPAGNE TOUJOURS PLUS D'EXPLOITANTS

Solidarité Paysans Poitou-Charentes créée en 1990 par des paysans a pour but de défendre et d'accompagner les agriculteurs en difficulté. L'objectif est de résoudre les situations difficiles et, dans la majorité des cas, de maintenir l'agriculteur et sa famille sur l'exploitation. L'association apporte un soutien moral et humain à toute personne faisant appel, tente de déculpabiliser les paysans en difficulté, de rompre l'isolement, de préserver la dignité et faciliter la réinsertion pour aider l'agriculteur à retrouver l'espoir de vivre de son métier.

Les accompagnateurs bénévoles et les six salariés tentent de trouver les meilleures solutions possibles en prenant en charge la situation de l'exploitant dans sa globalité, en l'aidant à faire un diagnostic de l'exploitation, de l'état de l'outil de travail et de sa situation familiale et juridique. Après examen de la situation, l'accompagnement doit permettre à l'agriculteur de prendre les décisions qui s'imposent pour relever son exploitation et en assumer la pérennité, si tel est son choix (ajustements techniques, modification dans la gestion de l'entreprise, négociation amiable...)

Solidarité Paysans travaille en collaboration avec les membres du réseau InPACT pour améliorer les techniques agricoles en lien avec la FR CIVAM et avec ACCEA+ afin que les agriculteurs puissent s'approprier leurs outils de gestion. L'association intervient également au sein de formations organisées par le réseau ou encore pour l'accès au foncier en partenariat avec Terre de Liens.

Avec le concours financier de :

Région Poitou-Charentes, Europe, Conseils Généraux de la Charente, de la Vienne et des Deux-Sèvres, MSA, et la participation de nombreuses municipalités.

Contact :

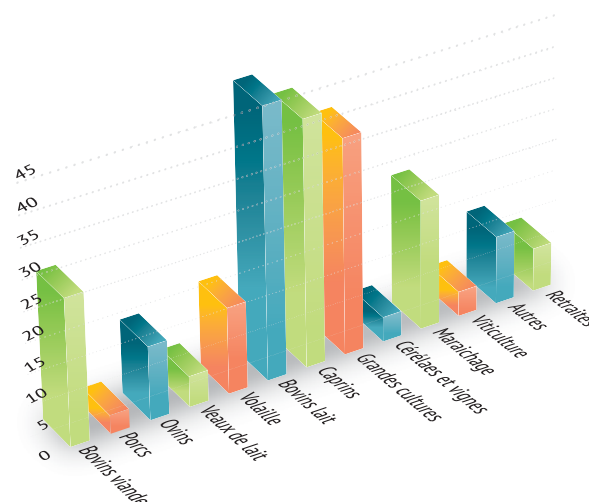
Hélène CAYLAN (Solidarité Paysans)

Chiffres clés :

- 310 adhérents
- 212 paysans en difficultés accompagnés en 2012 dont 92 nouveaux dossiers
- 87 procédures collectives engagées (règlement amiable judiciaire, redressement judiciaire, liquidation)

LES ÉLEVEURS EN DIFFICULTÉ

En 2012 Solidarité Paysans a dû faire face à une augmentation accrue du nombre de dossiers en Poitou-Charentes. Les éleveurs constituent la grande majorité des dossiers suivis avec une augmentation très importante d'éleveurs caprins suivis par l'association.



Nombre d'exploitations suivies par Solidarité Paysans par production.



D'où vient Accéa+ ? Quelle est son histoire ?

L'association est née en 1982 et a pris le nom d'ACCEA+ en 2004. Dans les années 1980, la tenue d'une comptabilité est devenue obligatoire dans le monde agricole. L'association est née de la volonté de paysans souhaitant appréhender eux-mêmes la gestion de leur exploitation et d'en maîtriser les outils. Parallèlement, à cette période, la formation à destination des agriculteurs s'est largement développée. Accéa+ s'est donc fondée sur l'idée d'accompagner et de former ses adhérents pour qu'ils soient le plus indépendants et autonomes possible dans la gestion de leur exploitation.

Qui sont vos adhérents et quels sont vos champs d'action aujourd'hui ?

Aujourd'hui, 451 entreprises adhèrent à Accéa+. 87% de nos adhérents relève du milieu agricole. La part restante sont des adhérents issus des secteurs commercial, libéral, artisanal ou associatif. L'association est composée d'un peu plus de 12 Equivalents Temps Pleins pour assurer les révisions comptables, l'analyse des coûts de production, l'aide aux déclarations PAC et l'information réglementaire. D'autre part, nous accompagnons les porteurs de projet dans le montage de leurs études de faisabilité. Le conseil juridique et la gestion de l'emploi salarié sont des champs d'activité qui se développent. Enfin, dans la philosophie de notre accompagnement, nous organisons des temps de formation collectifs ou individuels en fonction des besoins de nos adhérents.

Y a-t-il des évolutions notables auxquelles vous devez faire face ?

Il y a très clairement une augmentation des demandes de comptabilité « clé en main ». On observe que les jeunes générations n'ont pas la même approche que leurs aînés. Ils s'inscrivent souvent en rupture avec le modèle qu'ont suivi leurs parents et marquent un désintérêt pour les questions de comptabilité. Dans ce contexte, l'objectif d'Accéa+ est de les sensibiliser à l'intérêt de se former et de comprendre ces outils de gestion. Si certains font le choix d'une comptabilité clé en main les premières années, petit à petit certains en saisissent l'intérêt et viennent se former. On observe également une nette augmentation de l'emploi salarié face aux difficultés à trouver un associé lorsque l'exploitation grandit ou que l'un d'eux part à la retraite.

Sur quels aspects travaillez-vous avec les membres du réseau InPACT ?

En 2012, Accéa+ a travaillé en partenariat avec InPACT sur l'analyse des coûts de production en viande bovine. Nous participons aux temps d'échanges internes au réseau InPACT sur l'accompagnement des porteurs de projet. Nous intervenons ponctuellement à la demande des membres du réseau comme par exemple auprès des agriculteurs en difficulté à la demande de Solidarité Paysans ou dans le cadre de formations pour la création d'un point de vente collectif.



4

Favoriser l'évolution des pratiques
vers des systèmes de production
autonomes, économes, biologiques
et paysans

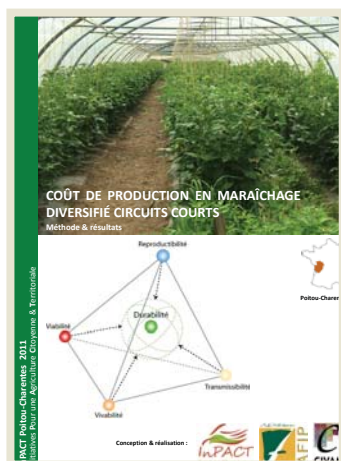
Productions de données technico-économiques pour la durabilité des systèmes de production



SYSTÈMES DE CULTURE ÉCONOMES ET MÉCANISATION : REPÈRES SUR LES CHARGES ET LES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE

Un travail exploratoire a été engagé visant à comprendre la structure des charges de mécanisation de 8 fermes CIVAM engagées en démarche Ecophyto pour faire émerger les problématiques de mécanisation que pose la mise en œuvre de système de culture économe (désherbage mécanique, travail du sol, etc.) et les leviers de maîtrise de ces charges de mécanisation.

Vu le potentiel de résultats que laisse entrevoir ce travail exploratoire, il a été décidé de poursuivre ce travail en 2013 en élargissant la base des fermes étudiées à tous les groupes Ecophyto du réseau InPACT PC (CIVAM & Bio). L'objectif étant de pouvoir disposer de résultats plus affirmés concernant le poste mécanisation des systèmes de culture économes et biologiques.



COÛT DE PRODUCTION DE LA CULTURE DE TOMATE, DE MELON, DE HARICOT VERT (SOUS SERRE ET PLEIN CHAMP) EN SYSTÈME MARAÎCHER DIVERSIFIÉ COMMERCIALISANT EN CIRCUITS COURTS

InPACT PC a continué son travail de référence sur l'appréhension d'un coût de production par culture en maraîchage diversifié. L'objet, être complémentaire des références fondées sur une appréhension globale des systèmes maraîchers diversifiés, en développant et fiabilisant pour des maraîchers diversifiés un outil de calcul du coût de production d'une culture et des repères technico-économiques à la culture pour piloter plus précisément les cultures, fixer ou argumenter sur les prix de vente, ici en se concentrant sur les cultures de tomate, melon, haricot vert.



STRATÉGIES AUTONOMES ET ÉCONOMES EN ÉLEVAGE BOVIN ALLAITANT: INTÉRÊTS ET LIMITES SOCIO-ÉCONOMIQUES

InPACT PC a continué avec les Bovins viande un cycle de travail sur la viabilité économique des systèmes autonomes et économes. L'objectif est de consolider les repères techniques et économiques pour convaincre les agriculteurs conventionnels de l'intérêt de produire autonome et économe. La hausse continue du prix des intrants, conforte la pertinence de cette entrée (sans ignorer les enjeux biodiversité, eau, énergie, emploi agricole au-delà l'enjeu économique). L'étude consolide le fait que la logique de l'efficacité des charges engagées (autonomie alimentaire des systèmes d'élevage herbagers, itinéraires techniques économes en engrais, semences et phytosanitaires, maîtrise des investissements) constitue une logique tout aussi viable économiquement que les stratégies misant avant tout sur la productivité du travail ou les volumes, avec des risques financiers plus maîtrisés.

Avec le concours financier de :

Région Poitou-Charentes, FEADER, Communauté de commune Ile d'Oléron.

Contact :

Philippe DESMAISON (Animateur régional InPACT PC)

Échanges d'expériences et mutualisation pour des systèmes performants sans phytosanitaires



Ecophyto est le plan qui vise à réduire de 50% l'utilisation des produits phytosanitaires en France d'ici à 2018. Un dispositif phare de ce plan est la mise en place d'un réseau de fermes de démonstration, d'expérimentation et de références. Chaque réseau de fermes est constitué d'une dizaine d'exploitations qui mettent en œuvre des démarches de réduction d'usage des produits phytosanitaires. Ces agriculteurs, volontaires et bénévoles, sont accompagnés par un ingénieur réseau, dédié au suivi et à l'animation de son réseau.

À l'échelle du réseau InPACT, 3 groupes animés par le CIVAM et un groupe animé par Agrobio PC ont travaillé en 2012 sur l'économie des pesticides et les stratégies pour des systèmes performants sans phytosanitaires. Les techniciens en charge de l'animation de ces groupes se réunissent afin de confronter leurs méthodes d'accompagnement et le profil de leur groupe. Leurs échanges permettent de mutualiser et de construire des outils communs. Environ 50% des agriculteurs composant ces groupes sont en système biologique. Ce travail de mise en commun à l'échelle de plusieurs groupes permet de compiler les informations et de mettre en avant les forces et les faiblesses des différents systèmes. L'objectif final est d'identifier les clés de réussite

qui caractérisent des systèmes sans phytosanitaires performants afin d'aider les agriculteurs à prendre du recul sur leurs pratiques et les inciter à oser essayer de nouvelles méthodes.

Avec le concours financier de :

Ministère de l'Agriculture, ONEMA.

 **Contacts :**

Mathieu MALLET (CIVAM)

Denis GEORGET (Agrobio PC)



LES GROUPES ECOPHYTO, UNE DÉMARCHE EN 6 ÉTAPES :

DIAGNOSTIC	Décrire et caractériser le contexte local, le système d'exploitation, les systèmes de culture décisionnels et pratiqués
ÉVALUATION	Évaluer les performances agronomiques, techniques, environnementales, économiques et sociales de chaque système de culture
PROJET	Définir le projet de chaque exploitation à 3 ans pour atteindre les objectifs visés (Indicateur de Fréquence de Traitement inférieur d'au moins 30% par rapport à la référence régionale)
ACCOMPAGNEMENT	Accompagner les agriculteurs dans l'apprentissage des systèmes de culture économes
PRODUCTION DE RÉFÉRENCES	Valoriser les références pour le conseil, la recherche, la formation.
DÉMONSTRATION/ COMMUNICATION	Communiquer sur les systèmes de culture économes et performants auprès de différents publics (agriculteurs, conseillers, chercheurs, enseignants, formateurs, acteurs de la décision publique)

Une nouvelle association membre du réseau pour cultiver la biodiversité



Cultivons la Bio Diversité (CBD) a pour objet de sauvegarder, promouvoir, et développer la biodiversité cultivée. L'association créée en 2009, est née d'un groupe d'agriculteurs engagés dans des modes de production biologiques et/ou durables et ne trouvant pas de variétés adaptées à leurs besoins. La révolution agricole du 20ème siècle s'est en effet accompagnée d'une professionnalisation de l'activité de sélection des variétés cultivées, qui a provoqué :

- Une forte diminution du nombre de variétés cultivées et de la diversité génétique de ces variétés, c'est à dire de la biodiversité cultivée.
- Un développement très important des semences adaptée à l'agriculture industrielle pour des itinéraires techniques très consommateurs en intrants et en eau, des modes de transformation industriels et standardisés, et des circuits de commercialisation longs.
- Une perte du potentiel d'adaptation des semences à différentes conditions pédo-climatiques et au changement climatique.

CBD est membre du Réseau Semences Paysannes. L'association dispose d'une maison de la semence basée en Vienne qui permet de conserver les semences recueillies. Un groupe de paysans travaillent sur différents programmes d'expérimentation. Les surfaces en essai (parcelle de production de semences avec schéma de sélection paysanne) ne cessent de se développer, au même titre que les parcelles de production (agriculteurs intégrant les variétés populations dans leurs systèmes). Le groupe « jardiniers » quant à lui sensibilise, informe et travaille avec les jardiniers autour des semences potagères.



Avec le concours financier de :

Région Poitou-Charentes, Ministère de l'agriculture, FEADER, Léa Nature, Conseils généraux Deux-Sèvres, Charente, Charente-Maritime, Vienne.



Contact :

Claire LECHANONY (Cultivons la Bio Diversité)



Chiffres clés :

- 130 adhérents
- 5 sessions de formation de 3 à 4 jours à destinations des agriculteurs
- 600 visiteurs lors de la fête des Cueilleurs de Biodiversité
- 40 conventions d'expérimentations signées avec des paysans et des jardiniers



5^e ÉDITION DE LA FÊTE DES CUEILLEURS DE BIODIVERSITÉ

La fête des Cueilleurs est un événement festif qui a pour but de sensibiliser les agriculteurs, le grand public et les acteurs socio-économiques locaux aux enjeux relatifs à la biodiversité cultivée. La 5^e édition de ce rendez-vous annuel a eu lieu, le 7 octobre, à Vivonne (86) sur la ferme laitière de Guillaume et Dimitri Galbois, lauréats du « **trophée jeune exploitant agricole en variété locale** » au Salon Internationale de l'Agriculture 2012. La conférence de Christophe Bonneuil intitulé « la nature n'a pas de prix » a permis de faire un résumé de Rio + 20 et des négociations internationales sur la biodiversité. La fête a accueillie plus de 600 visiteurs sur l'ensemble de la journée.

Avec le concours financier de :

Région Poitou-Charentes, Groupama, Fondation Léa Nature.



Entretien avec Pierre MÉTIVIER

Jardinier à Mirebeau (86) et administrateur de l'association Cultivons la Bio Diversité (CBD) depuis 2012, il fait partie du groupe « jardiniers » de l'association.

L'association a été créée par des paysans. Quel est l'objectif du groupe « jardiniers » à CBD ?

Notre groupe est composé principalement de jardiniers amateurs et de quelques maraîchers professionnels. L'intérêt de notre groupe n'est pas tant de faire de la recherche patrimoniale ou de la conservation de graines que de jouer un rôle pédagogique auprès des jardiniers amateurs. Notre but est de réapprendre aux gens le geste de récolter la semence et de la multiplier. Notre ambition est politique : c'est un acte de résistance face aux compagnies semencières qui tentent par tous les moyens de nous ôter le droit et la possibilité de reproduire les semences. Nous souhaitons donner la possibilité à tout un chacun de reprendre en main son alimentation.

Comment menez-vous ce travail et auprès de quel public ?

Nous ciblons en particulier les jardiniers amateurs. Pour les rencontrer, nous sommes présents sur des manifestations à caractère environnementale et des foires aux plantes. Les personnes que nous rencontrons qui sont intéressées par notre démarche et souhaitent s'engager deviennent adhérentes. On leur confie alors un sachet de semences potagères non hybrides, c'est-à-dire multipliables, accompagné d'une fiche technique de multiplication et d'une fiche de suivi de culture. De leur côté les personnes s'engagent à mettre en culture les graines et en récolter les semences pour en redonner l'année suivante à l'association.

Quels est l'intérêt de maintenir une biodiversité de semences ?

L'intérêt principal n'est rien d'autre que la survie des espèces. L'intérêt de maintenir une diversité génétique c'est de maintenir vivant un réservoir de solutions, un potentiel d'adaptation suffisamment important pour que les espèces soient en mesure de s'adapter et de répondre aux problèmes qu'elles rencontrent (prédateurs, virus, aléas climatiques...).

Jardiniers et paysans, même combat ?

Ce qui nous différencie c'est la contrainte économique que connaissent les agriculteurs et que les jardiniers amateurs n'ont pas. Pour le reste, notre engagement est porté par les mêmes motivations : être autonomes, lutter contre l'appropriation du vivant, sauvegarder les espèces...

Quels sont les projets futurs de l'association ?

Cultivons la Bio Diversité est une association à dimension régionale. Cette échelle rend parfois les rencontres et les réunions difficiles. Notre objectif est de réussir à créer des groupes locaux avec des référents de manière à être plus proches de nos adhérents géographiquement et à démultiplier notre force d'action. Une première antenne devrait voir le jour d'ici peu en Charente-Maritime.



Accompagner les conversions biologiques

UNE TYPOLOGIE DES NOUVEAUX PRODUCTEURS BIO DE POITOU-CHARENTES.

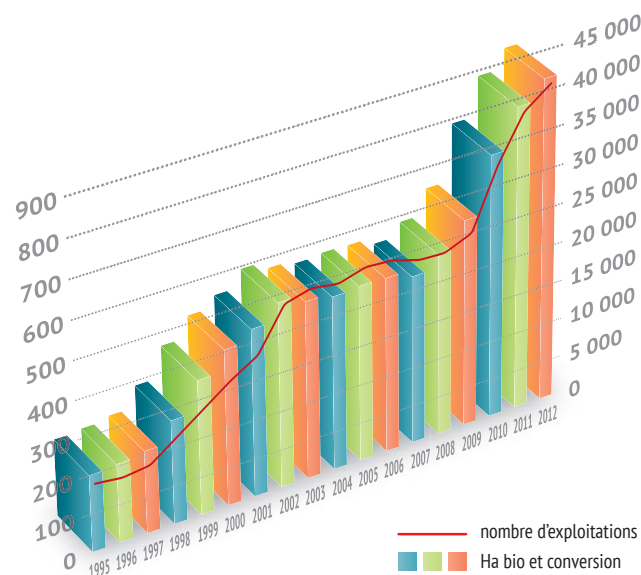
Le "Pôle Conversion Bio" est le lieu unique d'accueil des porteurs de projet bio. Il regroupe l'ensemble des organisations pouvant aider dans les démarches de conversion. Des conseillers-projet dans chaque département accompagnent les candidats tout au long de leur parcours.

Au sein d'un comité d'Orientation Région du Pôle Conversion Bio, il a été établi la nécessité de travailler sur les freins à la conversion et de chercher des solutions innovantes afin de permettre à la bio de se développer sur tout le territoire. Le Pôle conversion a donc cherché en 2012 à approfondir la connaissance des producteurs bio et des porteurs de projet afin d'identifier les principales motivations à la conversion, mais aussi les freins et les craintes. Au travers de l'enquête à laquelle près de 90 producteurs sur les 200 ciblés (producteurs bio ayant débuté leur conversion bio en 2010 et 2011). Cette étude a permis de dresser un portrait du nouveau producteur bio de Poitou-Charentes. Cette typologie a mis en évidence l'existence de 2 groupes de producteurs, selon la durée de « maturation » du projet de conversion : 1/3 des producteurs ont mis moins d'un an de réflexion avant de concrétiser leur projet tandis que 2/3 ont en moyenne mis 6 ans de réflexion. Cette enquête met en lumière la durée de construction d'un projet : la réflexion prend du temps, et bien souvent les actions de sensibilisation ne susciteront de conversions bio qu'à moyen et long terme.



Tous les résultats sur :

<http://penser-bio.fr/Qui-sont-les-nouveaux-producteurs-Bio-en-Poitou-Charentes>



Évolution de la bio depuis 1995 en Poitou-Charentes

Avec le concours financier de :

Région Poitou-Charentes, Etat, Conseils Généraux de la Vienne, Deux-Sèvres, Charente, Charente-Maritime, 1% Planet et tous les partenaires du pôle conversion.



Contact :

Claire VANHEE (Agrobio PC)



Chiffres clés :

- 120 dossiers accompagnés en 2012 (dont 69 conversions, 22 installations, 29 agrandissements)
- 3100 ha supplémentaires en Bio en 2012, ce qui porte à 40 000 ha cultivés en bio (+7% par rapport à 2011), soit 2,4% de la surface agricole utile de la région, pour 830 producteurs engagés
- L'édition d'un guide conversion « devenir producteur biologique en Poitou-Charentes »



PREMIÈRE ÉDITION DU MOIS DE LA CONVERSION

La première édition du "Mois de la Conversion" en Poitou-Charentes s'est déroulée durant tout le mois d'octobre 2012.

Les partenaires du « Pôle Conversion » ont organisé une trentaine de rendez-vous à destination des agriculteurs et futurs agriculteurs : des **journées "filère"**, des **formations techniques**, des **réunions d'information**, des **visites de ferme** et spécialement pour les étudiants et formateurs de **l'enseignement agricole** régionales, des rencontres et échanges avec des producteurs biologiques et techniciens.

Des expérimentations pour changer les pratiques

LES CHAMPS DE LA BIODIVERSITÉ



Un groupe de paysans du réseau CIVAM a travaillé à la construction d'un cahier des charges favorisant le retour d'une biodiversité fonctionnelle. On y retrouve des mesures comme la diminution du travail du sol, une limitation de l'utilisation d'intrants, une couverture du sol en hiver, une réduction de la consommation en eau ou encore l'instauration d'«infrastructures Agro écologiques» (IAE). L'objectif est de prouver qu'en remettant en cause les pratiques, la situation économique de l'exploitation ou de la culture sera identique, voire meilleure. Ce projet a pu être mené grâce à des rapprochements entre agriculteurs, naturalistes et scientifiques afin de valider scientifiquement les pratiques agricoles favorables à la restauration et au maintien de la biodiversité en grandes cultures. L'intérêt est de développer une agriculture qui utilise les services rendus par la biodiversité pour limiter ses intrants tout en restant compétitive.

L'étude confirme les orientations prises par la plupart des agriculteurs impliqués dans les réseaux CIVAM et démontre la pertinence des bioindicateurs comme les carabes, auxiliaires de culture (prédateurs des ravageurs de cultures), ou encore les isopodes terrestres, qui jouent un rôle dans la qualité du milieu, en tant que détritivores (ils rendent la matière organique directement assimilable par les plantes). Des outils d'observation, de piégeage, et de formation ont été développés durant toute la période du projet, et ont permis notamment la réédition d'un livret de près de 60 pages décrivant des espèces rencontrées dans les parcelles d'étude et observables directement par les agriculteurs au champ.

Avec le concours financier de :

Fondation Lu, Fondation Recherche pour la biodiversité

Contact :

Mathieu MALLET (CIVAM)





L'EXPÉRIMENTATION FERTILISATION : COMPRENDRE SON SOL AFIN D'ADAPTER AU MIEUX LA FERTILISATION DE SES CÉRÉALES EN AGRICULTURE BIO



Cette expérimentation découle d'une attente des agriculteurs en grandes cultures bio qui fertilisent leurs cultures sans pour autant avoir des résultats probants sur les rendements. Elle est effectuée sur 10 parcelles différentes avec des témoins non fertilisés dans le contexte rotation et fertilisation de l'agriculteur. Elles sont situées dans les différents types de sols représentatifs de notre terroir (groie moyenne, groie superficielle, terre rouge à châtaigner). L'objectif est de mieux comprendre le fonctionnement naturel de nos sols afin de réaliser les apports fertilisants les mieux adaptés.

Pour cela, plusieurs types d'analyses et un suivi pluri-annuel est effectué :

- **Physico-chimique** : Connaître la nature et les composantes du sol.
- **Fractionnement de la Matière Organique** : Évaluer la teneur en matière organique et dans quelle forme et proportion elle est présente dans le sol.
- **Minéralisation de l'azote** : Évaluer et comprendre le phénomène de la minéralisation.
- **Biomasse microbienne** : Évaluer la masse microbienne présente dans les sols (la vie microbienne est l'élément moteur de la minéralisation et via son cycle elle restitue de l'azote au sol).

Toutes ces analyses sont effectuées sur les témoins sans fertilisation afin de comprendre le cycle naturel des sols sans apports extérieurs.

- **Pesée de biomasse des cultures** : Évaluer l'azote absorbé par les plantes et adventices. Cette analyse est effectuée dans la partie non fertilisée et fertilisée afin d'évaluer la différence et l'impact des apports fertilisants.
- **Analyse des fertilisants** : Contrôler la teneur en Azote -Phosphate- Potasse (NPK) des fertilisants achetés dans le commerce et/ou connaître le teneur de ceux provenant de l'élevage.

L'expérimentation est réalisée sur 3 ans afin d'estomper les effets climatiques annuels qui sont prépondérants pour la réussite des apports de fertilisants sur les cultures quand on travaille avec des matières organiques (minéralisation, assimilation).

Avec le concours financier de :

Région Poitou-Charentes, Agence de l'eau Loire-Bretagne.

 **Contact :**

Jérôme TRUTEAU (Agrobio PC)



Réseau Éleveurs Céréaliers : développer les complémentarités locales



Les groupes CIVAM tendent à encourager l'autonomie à l'échelle des exploitations (alimentation de l'élevage par une alimentation produite sur la ferme...). Cependant, cette autonomie n'est pas toujours possible pour des raisons de sol ou de surfaces disponibles.

Le réseau Eleveurs Céréaliers, initié depuis deux ans par les CIVAM du Haut Bocage et du Pays Châtelleraudais, a pour objectif de favoriser les échanges en circuit court entre les agriculteurs ayant la possibilité de produire et les éleveurs en demande de fourrages, de protéines et de graines.

Ce réseau a donc pour objectif de créer une relation entre les producteurs (céréaliers) et les acheteurs (éleveurs) afin que chaque partie y trouve un bénéfice. Les éleveurs passent commandes de protéagineux (pois, féverole) fourrages ou céréales qu'ils ne produisent pas sur leur ferme. Les céréaliers ont un débouché local qui leur permet de diversifier leurs systèmes de cultures et d'être plus basés sur des principes agronomiques permettant de mieux maîtriser leur dépendance vis-à-vis des intrants.

Chiffres clés :

- Une vingtaine de céréaliers et d'éleveurs se sont mis d'accord sur des transferts de fourrage, protéagineux et céréales.
- 2 nouvelles dynamiques au sein du CIVAM du Ruffécois et de Charente Limousine.



5 Impulser la relocalisation des activités de transformation et de commercialisation.



Le Réseau Régional des Circuits Courts mutualise les ressources pour le développement des circuits courts



CRÉER UN ATELIER DE TRANSFORMATION COLLECTIF : LES ÉLÉMENTS CLÉS DE LA RÉUSSITE

Le Réseau Régional des Circuits Courts est un réseau d'acteurs en Poitou-Charentes qui a pour but :

- d'offrir aux producteurs, artisans, commerçants, consommateurs et collectivités une plateforme de services pour le développement de leurs projets en circuits courts
- de produire des connaissances sur les circuits courts en Poitou-Charentes
- de fédérer les acteurs autour du développement des circuits courts en région.

Un travail de synthèse des expériences et des compétences a été mené en 2012 autour des clés de réussite d'un atelier de transformation collectif.

Transformer dans un atelier collectif permet de mutualiser les investissements et les compétences, de développer la gamme de produits et d'améliorer la valeur ajoutée sur la ferme. « L'humain restant la clé de la réussite », la création d'un atelier collectif nécessite un temps pour la conception de l'atelier, la formation et l'organisation des producteurs qui varie entre 2 à 5 ans selon les projets. Il est donc indispensable en préalable de mettre à plat les besoins de chaque producteur, de définir les tâches et responsabilités de chacun, de choisir ce que l'on délègue à des salariés.

Avec le concours financiers de :

Région Poitou-Charentes, FEADER, Ministère de l'agriculture.

Les différents systèmes de fonctionnement des ateliers collectifs diffèrent selon le degré d'implication des producteurs bénéficiaires de l'atelier. Néanmoins, le partage du travail entre un boucher à la découpe et les producteurs à la gestion semble être le duo gagnant.

Créer un atelier collectif de transformation nécessite également de réfléchir à l'équilibre économique : le volume transformé doit être suffisant et les coûts de main d'œuvre maîtrisés. Enfin, la conception de l'atelier et les investissements sont à déterminer en fonction du niveau de transformation (découpe, conserves, salaison...), du volume et des espèces transformées et de l'organisation des opérations (nombre de personnes qui travaillent et les opérations réalisées en même temps). La mutualisation des connaissances du RRCC a permis de construire des repères techniques par espèces transformées (rendement, temps de main d'œuvre, type de valorisation du produit) afin d'orienter plus précisément les producteurs souhaitant s'engager dans cette démarche.

 **Contact :**

Laurence ROUHER (AFIPAR)

3^{ème} édition du colloque

Produits Fermiers

Rencontres professionnelles

mardi 30 octobre 2012
à MELLE, de 10 h à 16 h 30

Pour s'informer et échanger :
apports, témoignages et visites de sites.

Producteurs et futurs producteurs en vente directe,
cette journée est aussi ouverte aux artisans,
commerçants, élus, agents des collectivités locales,
enseignants et élèves de l'enseignement agricole.

- **Conditions de vie, de travail, de revenu :**
des pistes de réflexion, des solutions mises en œuvre par des producteurs, individuellement et en collectif.
- **Vendre ses produits :**
valoriser dans la relation commerciale les atouts des produits fermiers, créer un magasin de producteurs
- **Transformer :**
se former, concevoir et financer son atelier, démarrer son activité
- **Produire :**
s'équiper pour s'épargner

Organisé par l'AFIPAR pour le réseau INPACT et le Conseil Général des Deux-Sèvres.

Avec la participation financière de :

AFIPAR, Poitou-Charentes, FEADER, Europe

Fond européen pour le développement rural,
l'Europe investit dans les zones rurales.

Contact :
Laurence Rouher, AFIPAR
12 bis rue Saint Pierre, 79500 Melle
05 49 29 15 96, laurence-afipar@orange.fr

UNE 3^E ÉDITION DU COLLOQUE PRODUITS FERMIS RÉUSSIE !

Le RRCC piloté par l'AFIPAR a organisé un temps fort de rencontre et d'information des producteurs en circuits courts le 30 octobre 2012, à Melle. L'objectif du colloque est de répondre aux multiples questions techniques, organisationnelles, managériales que producteurs ou futurs producteurs en circuits courts doivent résoudre pour produire des aliments locaux et goûteux. Les témoignages, et les échanges ont porté sur les problématiques de conditions de vie, de travail et de revenu, sur les moyens de mettre en valeur les atouts commerciaux des produits fermiers et les solutions individuelles ou collectives à étudier (atelier de transformation collectif, magasins de producteurs, embauche de salariés...). La 3^e édition du colloque a accueilli une soixantaine de participants : producteurs, élèves et professeurs de l'enseignement agricole, élus et techniciens des collectivités locales et des organismes de développement agricole.

Avec le concours financier de :

Région Poitou-Charentes, FEADER, Conseil Général des Deux-Sèvres.



Le groupe CIVAM de Montmorillon réfléchit depuis plusieurs mois à la construction d'un atelier de découpe et de transformation froide de viande collectif multi-espèces (ovins, caprins, cervidés). 7 exploitations sont investies dans la construction de ce projet. Il devrait voir le jour fin 2013 – début 2014.

Entretien avec Pascal BAUDOIN



Éleveur de bovins viande de race limousine à Lathus (86) et administrateur du CIVAM montmorillonais, il participe activement à la construction du projet d'atelier collectif.

Comment est née l'idée de construire un atelier de découpe et de transformation collectif?

Nous disposons d'un abattoir sur le montmorillonais. Autrefois il existait un atelier de découpe et de transformation industriel qui a fermé. De nombreuses réflexions ont été menées dans le cadre des Plans Etat Région pour construire un nouvel atelier mais cela n'a jamais permis d'aboutir à un projet concret, correspondant aux attentes des producteurs. Pourtant, il y a un vrai besoin et une demande en viande de plus en plus forte ! Parallèlement, il y a quelques années l'émergence de Marché'équitable (marché de producteurs) et leur sollicitation pour les fournir en viande locale de qualité nous a poussé à nous relancer dans une réflexion autour d'un projet à taille humaine nous ressemblant.

Quelles étaient les attentes de votre groupe?

Tous les producteurs impliqués ont mis en place des systèmes agricoles durables et extensifs recherchant l'autonomie la plus grande. Ce projet est une manière d'aller plus loin dans cette logique. En maîtrisant l'intégralité du processus, de l'élevage jusqu'à la commercialisation, nous nous réapproprions la valeur ajoutée et cherchons à moins dépendre du système industriel. Nous sommes porteurs d'une éthique forte au sein de notre groupe tant sur les plans sociaux et économiques que sur la qualité de nos produits. Nous concevons cet outil comme un moyen pour renforcer le lien producteurs- consommateurs.

Etes-vous accompagné dans la construction de votre projet ?

Une majorité de producteurs intéressés par ce projet étaient adhérents au CIVAM. Nous avons donc constitué un groupe de travail. L'animatrice du CIVAM a animé nos réflexions et la construction du projet. Nous avons visité plusieurs ateliers en Pays de Loire et Limousin. En 2012, nous avons suivi plusieurs formations autour des aspects économiques, sanitaires et organisationnels de ce type de projet.

Quels choix technique, organisationnel et juridique avez-vous fait?

Pour dimensionner notre projet, nous sommes partis de la somme des débouchés de chaque producteur avec l'objectif de faire croître petit à petit les quantités transformées. Nous avons l'intention de fournir nos clients individuels, des collectivités et divers points de vente... Concernant, l'organisation de l'atelier : un professionnel sera embauché pour la découpe mais chaque producteur devra être présent à tour de rôle ou mettre à disposition une personne pour le travail de transformation et mise sous vide. Enfin, sur le plan juridique, nous allons créer une CUMA pour la gestion de l'atelier. Nous allons d'ici peu déposer le permis de construire en espérant pouvoir débuter les travaux début 2014. Si cela se passe bien, à termes, la création d'un magasin de producteurs pourrait être réfléchi.

Développement des produits bio en restauration collective



Dans le cadre des actions de développement des filières, Agrobio Poitou-Charentes travaille depuis plusieurs années sur le développement des produits bio en restauration collective :

- **Accompagnement de l'offre** : mise en place de formations de producteurs, regroupement de l'offre, accompagnement à la réponse aux marchés publics...
- **Accompagnement de la demande** : mise en place de diagnostics et stratégie d'approvisionnement, formations des équipes de cuisine, conseil aux marchés publics...

Le tout dans une logique de développement des territoires.

Jusqu'alors très présent dans le domaine scolaire, en 2012, les actions se développent sur d'autres secteurs tels que la restauration d'entreprise et sociale... C'est dans ce sens qu'Agrobio a démarré une action d'accompagnement auprès du Centre Hospitalier de Saintonge. Cette action intitulée "Amélioration de la qualité Alimentaire en milieu Hospitalier" s'inscrit dans le cadre du Programme Régional de l'Alimentation (PRALIM) porté par la DRAAF. Elle regroupe deux accompagnements : étude sur le gaspillage alimentaire et introduction de produits biologiques.

La première action consiste à quantifier le gaspillage alimentaire sur site, mais aussi de comprendre les raisons de ce gaspillage par le biais d'entretiens en face à face ou par questionnaires. L'objectif de cette action est d'évaluer le gaspillage effectué pour ainsi apporter des préconisations afin de diminuer les dépenses effectuées sur ce poste. La finalité étant de voir de quelle façon en réduisant le gaspillage alimentaire on peut répercuter ce volume d'affaires dans la mise en place de produits bio locaux dans les repas.

La seconde action quant à elle, vise à accompagner le Centre Hospitalier de Saintonge dans sa préoccupation de qualité alimentaire et ainsi voir de quelle façon on peut travailler sur un approvisionnement bio et local dans les repas. C'est ainsi que suite à un diagnostic du site, on a pu mettre en relation l'offre et la demande présente, mais aussi contribuer à l'émergence d'une filière "légume" en Charente-Maritime. Des réunions ont eu avoir lieu entre maraîchers pour commencer les prémices d'un travail collectif et concerté.

Parce que la restauration collective est un des outils permettant de développer les filières, il est important de professionnaliser les producteurs dans ce sens et d'apporter une solution d'approvisionnement aux acheteurs... **bio et local en restauration collective, c'est possible !**

Avec le concours financier de :
Région Poitou-Charentes

 **Contact :**
Astrid RAGOT-JOUBERT (Agrobio PC)



Accompagnement des chanvriers en circuits courts



Chanvriers en Circuits Courts est une association de producteurs-transformateurs de chanvre pour l'éco-construction. Elle rassemble 10 groupes de producteurs, sur différents territoires français. Les chanvriers du Poitou-Charentes sont à l'origine de cette association nationale animée depuis 2007 par l'AFIPAR en lien avec un collectif d'associations de développement rural (Réseau Civam, Alter'énergies, Eco-Pertica ...).

L'association œuvre au développement de micro-filières locales de production et utilisation de chanvre fermier pour l'éco-construction en France. Elle organise des formations et des échanges de pratiques, mutualise l'information, appuie les groupes en émergence... Cette initiative a pu voir le jour grâce à la rencontre de deux mondes : celui du bâtiment et celui de l'agriculture. Des agriculteurs et des artisans se sont rassemblés autour de leur savoir-faire et de leur volonté de travailler localement pour faire vivre les territoires.

Les groupes de producteurs ont des pratiques diverses mais ils s'accordent sur certains points regroupés dans un document d'éthique :

- Les producteurs sont dans une démarche de diversification des activités agricoles avec une approche environnementale (semences biologiques ou non traitées, pas de monoculture de chanvre, pas de produits phytosanitaires)
- Les producteurs proposent uniquement du chanvre naturel, sans ajout de produit synthétique
- Le travail de tri est réalisé soit par les agriculteurs eux-mêmes soit par une société dont ils sont co-gérants
- La commercialisation se réalise en circuits courts afin de réduire le nombre d'intermédiaires et de favoriser le contact entre les producteurs et les utilisateurs.
- Les producteurs s'engagent dans une démarche de transparence et d'information
- Les groupes de producteurs développent les partenariats avec les artisans locaux.



Chanvriers en Circuits Courts travaille au développement de l'éco-construction, dans un contexte où les économies d'énergie sont au cœur des préoccupations. Depuis fin 2012, en plus des producteurs-transformateurs de chanvre pour l'écoconstruction, fondateurs de l'association, les adhésions sont ouvertes aux utilisateurs de chanvres en circuits-courts.

Avec le concours financier de :

Région Poitou-Charentes, FEADER, Ministère de l'agriculture.

Contact :

Alexiane SPANU (AFIPAR)

Chiffres clés :

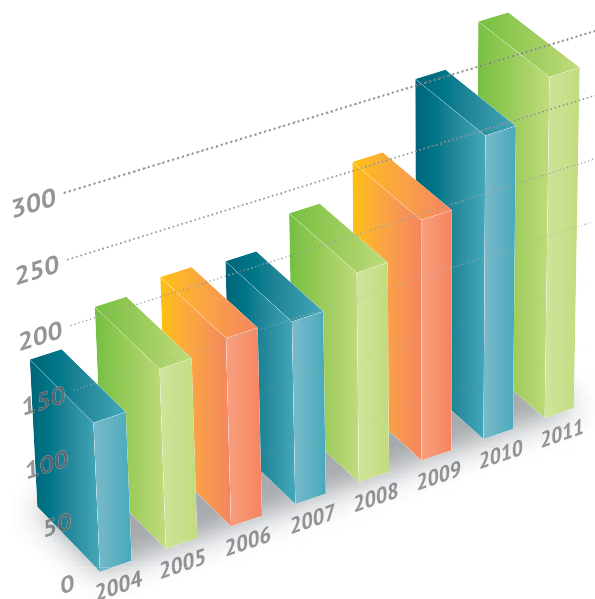
- 11 territoires de production dans toute la France
- 90 exploitations agricoles produisent, transforment et commercialisent du chanvre
- 220 ha cultivés
- 12 machines de transformation élaborées grâce à l'ingéniosité des chanvriers
- 27 lieux de transformation



Observatoire de la transformation agro-alimentaire bio en Poitou-Charentes



La première édition de l'Observatoire Régional des Industries Agroalimentaires Bio s'appuie sur les résultats d'enquêtes menées par Agrobio Poitou-Charentes entre février et mai 2012 auprès des opérateurs aval de la filière certifiée en Agriculture Biologique et des entreprises conventionnelles. Ces enquêtes montrent que les Industries Agro-Alimentaires bio de la région connaissent une croissance de 10%, similaire à la dynamique nationale avec une diversification plus importante des secteurs d'activités. La transformation de produits bio en Poitou-Charentes génère 317 emplois et un chiffre d'affaire global de 70 millions d'euros. Cependant il y a un réel manque d'acteurs dans certaines filières régionales comme la crèmerie posant un problème de structuration de la filière bio. Agrobio PC travaille à la fois sur les conversions bio en amont de la filière et sur l'accompagnement des IAA Bio (recherche de matières premières, de débouchés, promotion des produits, recherche de financements...)



source : Agrobio

La dynamique de transformation bio régionale suit la même tendance qu'au niveau national avec une augmentation de 10% par an. La part de la transformation biologique régionale est d'environ 2,5% de la transformation bio nationale, cette proportion reste assez constante depuis 2004. Le Poitou-Charentes est au 11^e rang national de la transformation industrielle.

Avec le concours financier de :
Région Poitou-Charentes, État, Europe.

Contact :
Emeni GALOUZI (Agrobio PC)

Chiffres clés :

- 278 transformateurs
- 26 terminaux de cuisson
- 77 transformateurs dans le secteur des boissons
- 11^e rang national au niveau de la transformation industrielle



COLLOQUE IAA « OSEZ LE BIO POUR DÉVELOPPER VOTRE ENTREPRISE »

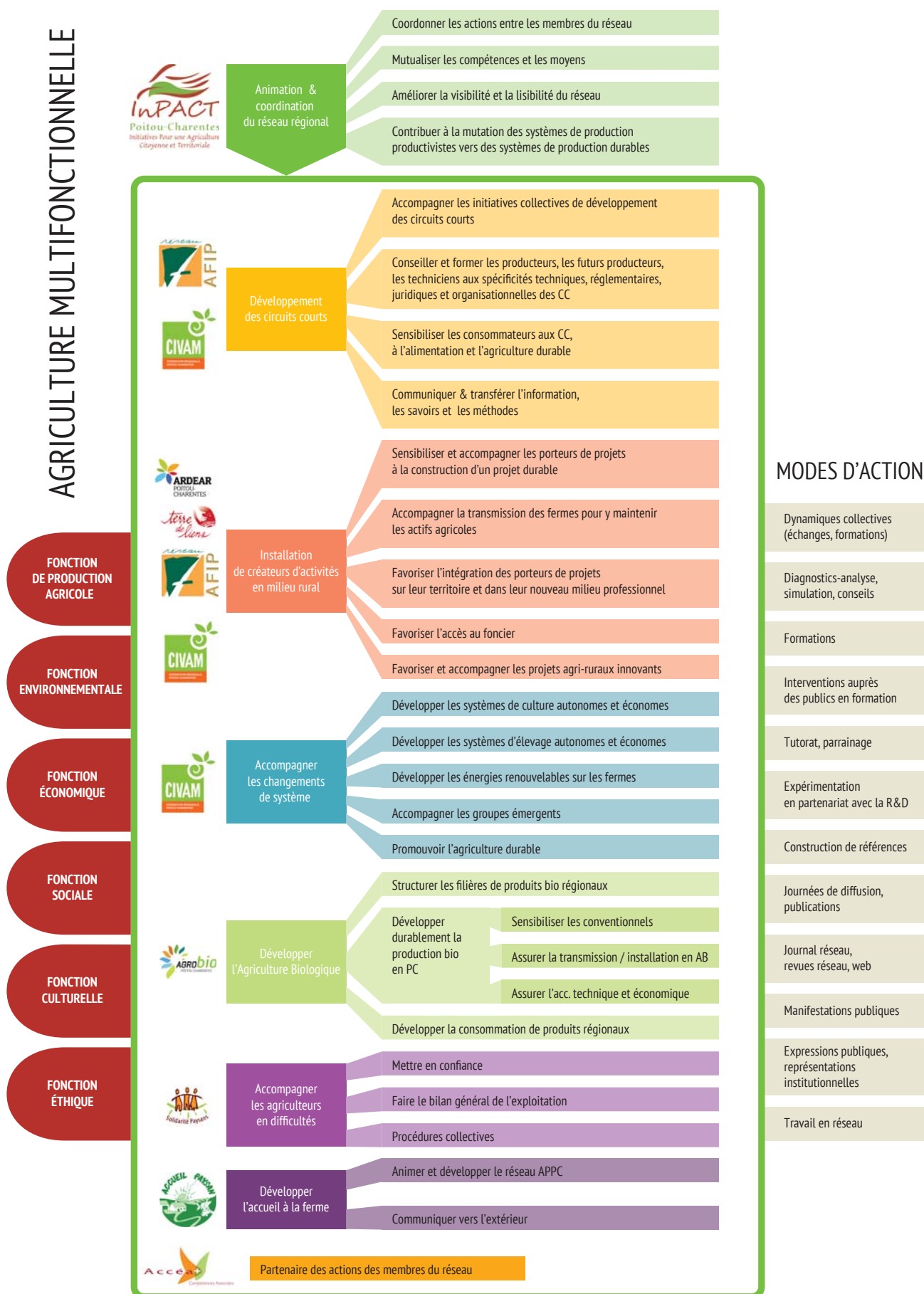
La première édition du colloque a eu lieu le 11 septembre 2012 à l'Espace Régional de l'Aire du Poitou-Charentes. Organisé par Agrobio PC en partenariat avec l'ARIA (Association Régionale des Industries Alimentaires du Poitou-Charentes) et le CRITT de La Rochelle (Centre Régional d'Innovation Technique et Technologique) ; il a accueilli les acteurs régionaux et nationaux dans le but de dynamiser la filière agroalimentaire bio.

Cette première édition a montré l'intérêt et l'engouement des industries agroalimentaires de la région pour le développement du bio. Près de 120 rencontres d'affaires y ont été organisées entre les différents acteurs des filières bio (fournisseurs – acheteurs) tels que les groupements de producteurs, les industries agroalimentaires et les distributeurs (GMS² et magasins spécialisés).

² Grandes et Moyennes Surfaces

Les orientations stratégiques pluri-annuelles du réseau InPACT

AGRICULTURE MULTIFONCTIONNELLE



Ils soutiennent les membres du réseau InPACT :



Directeur de la publication :
Claude SOURIAU

Rédaction :
Émilie MORIN

Conception et réalisation graphique :
Sémaphore Communication, Oxalis SCOP
contact@semaphore-communication.fr

Crédit photos :
InPACT Poitou-Charentes

Impression :
Italic 79

Date de publication :
Juin 2013

Remerciements :

À l'ensemble des salariés d'InPACT et des structures membres du réseau pour leur participation à la rédaction.

À Séverine Hay, Sophie Sury, Pierre Métivier et Pascal Baudoin pour leurs témoignages.

Aux administrateurs d'InPACT PC pour leur relecture.



InPACT Poitou-Charentes
Centre St Joseph
12 bis, rue St Pierre
79500 Melle

Tel. 05 49 29 26 43
inpact.pc@wanadoo.fr
www.inpactpc.org



ACCEA +
16, rue Blaise Pascal – BP83
79200 Parthenay

Tel. 05 49 94 49 00
contact@accea-plus.fr
www.accea-plus.fr



Accueil Paysan
Centre St Joseph
12 bis, rue St Pierre
79500 Melle

Tel. 05 49 29 83 99
poitou-charentes@accueil-paysan.com
<http://accueil-paysan-poitou-charentes.com>



AFIPAR
Centre St Joseph
12 bis, rue St Pierre
79500 Melle

Tel. 05 49 29 15 96
Fax. 05 49 29 25 84
afipar@wanadoo.fr
<http://afip.asso.fr/>



Agrobio Poitou-Charentes
Centre St Joseph
12 bis, rue St Pierre
79500 Melle

Tel. 05 49 29 17 17
Fax. 05 49 29 17 18
agrobiopc@wanadoo.fr
www.penser-bio.fr



ARDEAR
72, rue Camille Girault
86180 Buxerolles

Tel. 05 49 51 03 13
ardearpc@wanadoo.fr
www.agriculturepaysanne.org



Cultivons la Bio-Diversité
en Poitou-Charentes
La Grange à Gaudon
86500 Saulgé

Tel. 05 49 48 91 06
cbd.pc@orange.fr



FR CIVAM
Centre St Joseph
12 bis, rue St Pierre
79500 Melle

Tel. / Fax. 05 49 07 20 00
frcivampc@free.fr
www.civam.org



Solidarité Paysans
ZI Nord
Route de Paris
16 700 Ruffec

Tel. 05 45 31 54 32
Fax. 05 45 31 70 51
solidarite-paysan16@wanadoo.fr
www.solidaritepaysans.org



Terre de Liens Poitou-Charentes
33, rue de Mognac
16400 La Couronne

Tel. 05 45 67 79 46
pc@terredeliens.org
www.terredeliens.org